

Doublement mobilisés le président et son gouvernement se moquent des salariés et des citoyens

Dés l'annonce de la fermeture du site Alstom de Belfort et de la liquidation de ses 400 emplois le gouvernement s'est "mobilisé". *"Il faut se mobiliser pour défendre notre industrie"* déclarait à son tour, François Hollande en personne. Derrière une mobilisation générale dont personne n'est dupe, il y a une véritable politique d'abandon de la production industrielle en France depuis des années ; pour mémoire Florange...

Une fois de plus, la complicité du gouvernement dans ce mauvais coup est avérée. Le représentant de l'état au Conseil d'Administration de Alstom ne s'est pas manifesté pour prévenir des difficultés, ni pour alerter les citoyens. Les représentants de l'Etat au CA de la SNCF ne se sont ni opposés, ni n'ont alerté les citoyens et parlementaires lorsqu'il y a quelques semaines la SNCF a commandé 44 locomotives à la société allemande Vossloh, au détriment de Alstom.

La mobilisation du président et de son gouvernement est encore plus déterminée, mais là pour supprimer 1300 emplois (statutaires et induits) qu'entraînera la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim alors que rien ne peut justifier cette décision :

- Pas de fondement technique, Fessenheim est autorisée à fonctionner pour 10 ans.
- Pas de fondement écologique, Fessenheim ne produit pas de CO2. Fessenheim fermée, EDF devrait acheter de l'électricité à l'Allemagne, produite au charbon et au lignite, alors qu'après la COP 21 l'Europe doit réduire ses émissions de GES.
- Une aberration financière. Le manque à gagner pour EDF s'élèverait à 4 milliards d'euros, des couts induits s'y ajouteraient, dont les 1300 emplois supprimés.

Au final, l'entreprise publique EDF serait un peu plus fragilisée, cette fermeture s'ajoutant à d'autres choix aventureux du gouvernement. Fermer Fessenheim accélérerait la décomposition de notre industrie électronucléaire, la seule filière industrielle que notre pays maîtrise encore totalement. Pour la Drôme ce serait la perte de la fourniture du combustible avec 13 000 emplois dromois, à la clé.

La fédération de la Drôme du PCF refuse cette politique organisée de déclin industriel. Qu'il s'agisse du ferroviaire ou de l'énergie, il est urgent de relancer un grand plan de développement industriel à partir d'une élévation des qualifications et de la formation des salariés, d'une mobilisation de l'argent du crédit pour des investissements créateurs d'emplois et respectueux de l'environnement. Les communistes de la Drôme avec leurs propositions, soutiendront toutes les actions des salariés allant en ce sens et cela par tous les moyens politiques et parlementaires.

Pour la Fédération Drôme du PCF,
Jean Marc Durand

Valence, le 15/09/2016